

50612

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
LIMITEE

E/CN.14/CAS.4/4

7 Mai 1965

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Réunion des chefs de bureaux de
statistiques de l'Afrique du nord et de l'est.
Addis-Abéba, 8-14 avril 1965

RAPPORT DE LA REUNION DES CHEFS DES SERVICES STATISTIQUES
D'AFRIQUE DU NORD ET D'AFRIQUE DE L'EST
Addis-Abéba, 8-14 avril 1965

1. La réunion a été organisée par la Commission économique pour l'Afrique et s'est tenue sous ses auspices du 8 au 14 avril à Addis-Abéba. Il s'agit d'une des réunions sous-régionales visant à renforcer les contacts entre les bureaux de statistique et à permettre l'examen de problèmes locaux particuliers.
2. Les pays suivants ont envoyé des représentants à la réunion : Ethiopie, France, Kenya, Libye, Maroc, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Rhodésie, Somalie et Soudan. Les institutions spécialisées suivantes étaient également représentées : FAO, OIT, UNESCO et OMS. La liste complète des participants fait l'objet de l'Annexe II.
3. M. F.A. N'Liba N'Guimbous, Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique a ouvert la réunion et prononcé un discours dont le texte est reproduit à l'Annexe III. Le général Parag (RAU) et M. Mahfoud (Maroc) ont été élus à l'unanimité Président et Vice-Président, respectivement.
4. L'ordre du jour provisoire a été adopté sans modification. Il est donné à l'Annexe I.

Point 4(a). Rapports sommaires des pays sur les progrès accomplis au cours de l'année écoulée

5. Les exposés des représentants des divers pays ont fourni d'utiles renseignements sur la situation qui existe en Afrique du nord et en

Afrique de l'est dans le domaine des statistiques. On a noté partout des progrès mais il subsiste de grandes différences entre les pays dans les niveaux du développement des statistiques. Dans beaucoup d'entre eux les crédits réservés aux travaux statistiques ont augmenté, mais la situation est encore loin d'être entièrement satisfaisante. Toutefois, quels que soient les moyens financiers disponibles, le manque de statisticiens demeure le principal frein au développement. Il en résulte que le besoin de programmes de formation et de moyens de formation est encore une condition préalable pour l'élaboration de programmes statistiques suffisants. Néanmoins, malgré la pénurie de personnel, certains pays ont pu envisager l'établissement de leurs programmes statistiques pour une période assez longue et quelques-uns ont même atteint un stade relativement avancé.

6. Le degré de centralisation des activités statistiques sous le contrôle d'un seul service de l'Etat diffère sensiblement selon les pays. Ce sujet a été étudié d'une manière plus détaillée sous le point 4(b) de l'ordre du jour. On a constaté en outre que, du point de vue de l'organisation, la place du bureau central de statistique variait quelque peu d'un pays à l'autre, en partie en raison de ses fonctions et de ses responsabilités. Au nombre de ses tâches figurent souvent des travaux à effectuer pour le compte du ministère chargé des finances à l'occasion de l'établissement du budget annuel. Le rassemblement de matériaux à l'intention de l'organisme de planification est encore plus important. La place de plus en plus grande que prend la planification du développement accroît l'importance de cette tâche. On s'attache particulièrement au développement des statistiques de la formation du capital, de la balance des paiements et de la production, aux statistiques démographiques et aussi à l'amélioration de la comptabilité nationale qui est la base de l'analyse économique d'ensemble.

7. Les participants ont souligné qu'il convenait particulièrement de poursuivre et d'améliorer les travaux de caractère permanent déjà entrepris concernant notamment les statistiques des finances publiques, de la comptabilité nationale, les statistiques bancaires et industrielles. Devant la nécessité d'améliorer la couverture des statistiques industrielles, certains pays ont organisé des recensements industriels et un pays a organisé un recensement de la distribution. D'autre part les indices doivent être revus dès qu'ils commencent à être anciens.

8. Toutefois, les pays n'ignorent pas que d'importantes lacunes subsistent dans leurs programmes statistiques; elles sont comblées au fur et à mesure que les moyens le permettent. Deux des lacunes les plus marquées concernent les renseignements sur les secteurs ruraux et les statistiques démographiques, qui devraient être mises à jour. Pour y remédier il faudrait procéder à de nouvelles enquêtes. Il a été question de l'amélioration des recensements agricoles et des enquêtes sur les ménages et de la possibilité d'effectuer des enquêtes financières plus détaillées, par exemple ces recensements portant sur les avoirs et les dettes à l'étranger.

9. Dans quelques pays, on a entrepris des enquêtes spéciales pour les besoins de la planification. Ces enquêtes concernent en partie l'établissement de prévisions, par exemple les perspectives des industriels, des commerçants et des productions agricoles. D'autres enquêtes se rapportent aux effets des opérations de crédit agricole, à la collecte des données nécessaires, au calcul des rapports capital/production et à la construction des indices de la production industrielle. Ces travaux dénotent un développement plus rapide des statistiques, découlant de la nécessité d'obtenir rapidement des renseignements sur la conjoncture économique.

10. La plupart des pays désirent vivement mettre sur pied des organisations suffisamment étoffées pour leurs enquêtes sur le terrain. En outre, il faut manifestement des bureaux régionaux de statistique pour surveiller les enquêtes sur le terrain, rassembler les données venant d'autres sources et répondre aux besoins locaux spéciaux de données. L'élaboration de programmes d'enquêtes sur le terrain a fait l'objet d'un bref examen au cours duquel on a signalé la possibilité, pour commencer, de recourir à des enquêtes approfondies qui permettraient de perfectionner les techniques d'enregistrement et de réunir les éléments fondamentaux de la connaissance de la situation économique et sociale étudiée.

11. On a signalé que les résultats des recensements et des enquêtes étaient publiés souvent avec un long retard, en raison du temps nécessaire au traitement des données. De là vient que les renseignements perdent de leur intérêt. Certains pays ont mis en service des installations électroniques de traitement de l'information et d'autres sont sur le point de le faire. On a suggéré que la CEA prévoie à son programme de travail une orientation dans l'emploi des techniques de traitement des données, notamment la technique du TEI.

12. Certains pays ont consacré une certaine partie du temps disponible à prêter des services à d'autres pays et à des organisations internationales pour leurs travaux de rassemblement de données. Dans certains cas; ces services ont exigé des opérations très longues.^{1/} On a donc émis l'avis que la CEA pourrait utilement jouer le rôle d'un centre de rassemblement pour tous les renseignements demandés par les organisations internationales aux pays africains et pour tous les enquêteurs envoyés dans ces pays par les organisations internationales; par ce moyen, on réduirait le nombre des demandes de renseignements semblables et on obtiendrait que les enquêteurs de passage soient pleinement au courant des statistiques disponibles.

Point 4(b). Problèmes statistiques dans les sous-régions de l'Afrique du nord et de l'Afrique de l'est et coopération au niveau sous-régional pour le développement des statistiques.

13. Au cours des délibérations consacrées sous le point 4(a) aux progrès accomplis dans le domaine des statistiques, certains problèmes ont déjà été abordés. Le point 4(b) se rapporte à l'étude de questions diverses relatives au développement des statistiques, principalement aux matériaux

^{1/} On a émis l'opinion que les questionnaires envoyés par les Nations Unies font souvent double emploi et que les personnes envoyées en mission ne sont pas toujours au courant.

statistiques, à l'organisation et aux méthodes. Il s'agissait de dégager dans la mesure du possible des solutions aux problèmes qui soient fondées sur la coopération.

Publications statistiques

14. Les participants ont admis sans réserve qu'il était essentiel que les publications statistiques soient diffusées aussi largement que possible; certains pays ont pu annoncer la conclusion d'accords bilatéraux parfaitement mis au point à cet effet. D'autres ont estimé que des mesures plus systématiques et, éventuellement, plus coordonnées seraient nécessaires. On a jugé que les bureaux sous-régionaux de la CEA pourraient apporter un concours extrêmement utile en recueillant et en communiquant des renseignements sur les publications qui existent dans les divers pays et en aidant à diffuser ces publications dans les cas où des dispositions à cet effet n'auraient pas été prises par ailleurs. Les pays ont spécialement demandé que la CEA continue à publier dans son bulletin "Informations Statistiques" des listes constamment tenues à jour des noms et des adresses des chefs des bureaux de statistique africains.
15. Comme aux réunions précédentes, les pays ont formulé le vœu que la CEA prévoie un service de traduction qui s'occuperait des publications consacrées aux méthodes statistiques. Deux demandes concrètes ont été présentées. Les participants ont jugé que par ce moyen on faciliterait beaucoup la diffusion des nouvelles conceptions relatives aux méthodes, mais on a signalé qu'en matière de traduction les moyens de la CEA sont beaucoup trop limités pour lui permettre de prêter régulièrement son assistance dans ce domaine. On pourrait cependant prendre des dispositions spéciales pour des documents assez courts présentant un intérêt particulier.
16. A la suite des observations relatives à la traduction, on a fait observer que les statisticiens nationaux n'avaient pas souvent le temps d'étudier de manière détaillée les volumineux documents sur les méthodes et on a estimé que la publication régulière d'un condensé de tous les apports nouveaux présenterait de nombreux avantages. On a proposé d'utiliser le bulletin "Informations Statistiques" auquel on donnerait un caractère plus technique.

17. Les participants ont demandé que la CEA s'occupe d'études détaillées sur les méthodes appliquées dans des domaines particuliers; on a signalé à ce propos qu'elle a déjà publié des documents concernant les méthodes de recensements démographiques, de l'enregistrement des événements de l'état civil et de la comptabilité nationale. D'autres études sont en cours et l'on peut espérer que des travaux du même ordre seront inscrits à l'avenir au programme de travail de la Commission. En outre, un document plus général sur l'élaboration des programmes statistiques a été rédigé pour être soumis à une réunion de statisticiens et de planificateurs, en juillet 1965.

18. Un certain nombre de pays se sont plaints des difficultés qu'ils ont à obtenir les documents sur les méthodes publiés par le Siège de l'ONU. Le secrétariat a promis d'étudier la question, pour obtenir que les nouvelles publications soient envoyées régulièrement aux services statistiques des pays.

19. Les participants ont pris acte de deux recommandations de la Réunion des Chefs de bureaux de statistique de l'Afrique de l'ouest qui a eu lieu en octobre 1964. La première de ces recommandations se rapportait à la normalisation des tableaux donnés dans les bulletins statistiques et à leur présentation en deux langues. La deuxième avait trait à la création d'une Association des statisticiens africains, qui serait un organisme professionnel supérieur. Le journal de cette association offrirait un autre moyen de mettre au point et de diffuser des idées sur les méthodes et d'autres questions techniques. Ce projet pourrait être étudié à la quatrième Conférence des statisticiens africains, qui doit se réunir en octobre 1965.

Coordination et coopération

20. En Afrique du nord comme en Afrique de l'est, on a déjà beaucoup fait pour la coordination et la coopération entre les pays en matière de statistique. Un exposé a été consacré aux travaux qui ont été entrepris au Maghreb au sujet de la normalisation et du développement des statistiques pour ce qui est de la comptabilité nationale, des statistiques industrielles, des

statistiques du commerce extérieur, etc. En Afrique de l'est, les activités du Bureau de statistique de l'Afrique orientale sont particulièrement importantes depuis assez longtemps. Le Bureau central de statistique de la Rhodésie a aidé le Malawi et la Zambie depuis leur accession à l'indépendance; il a en outre établi des questionnaires pour le recensement démographique du Betchouanaland et procédé au dépouillement des résultats.^{1/}

21. Les participants ont estimé que la coopération à l'avenir, correspondait à un besoin urgent. Il pourrait s'agir, par exemple, d'une assistance offerte par des statisticiens connaissant bien certains domaines particuliers. Il serait possible d'élargir la diffusion des connaissances acquises en organisant des cycles d'études internationaux. etc., en liaison avec les travaux statistiques en cours tels que les recensements démographiques et les enquêtes sur le terrain. En outre, on pourrait envoyer les jeunes cadres dans d'autres pays où ils travailleraient pendant de courtes périodes en vue d'acquérir des connaissances et de l'expérience.

22. A propos de la coopération, il a été question des besoins particuliers d'assistance, les procédures à suivre et les dispositions à prendre ont fait l'objet d'un examen. On a exprimé l'avis que la Division de la statistique de la CEA était bien placée pour donner des premières indications au sujet des statisticiens africains qualifiés disponibles dans des domaines particuliers et on a noté que les bureaux sous-régionaux de la Commission pourraient participer dans une mesure de plus en plus large aux activités de cette nature. Toutefois, normalement, les dispositions à prendre en matière d'assistance feraient l'objet d'accords bilatéraux entre les pays intéressés. Les participants sont convenus qu'il conviendrait de limiter à des périodes de courte durée l'assistance offerte par les statisticiens africains.

23. On a estimé que la coopération et la coordination ne devaient pas se limiter aux pays membres d'un même sous-région et qu'il était important aussi de maintenir une liaison entre les différentes parties de l'Afrique. Les participants ont pris note d'une recommandation des statisticiens de l'Afrique de l'ouest tendant à ce qu'à toute consultation de statisticiens

^{1/} La République Arabe Unie a fourni des statisticiens à la Libye pour son recensement de population et a aidé d'autres pays arabes en dehors de l'Afrique.

d'une sous-région assistent des représentants des autres sous-régions, qui feraient rapport aux pays de leur sous-région. On a suggéré que cette question pourrait être étudiée par la quatrième Conférence des statisticiens africains.

Assistance technique

24. On a souligné que les experts statisticiens envoyés par les Nations Unies ou au titre de l'aide bilatérale, bien qu'ils apportent une aide très appréciable, ne pouvaient répondre entièrement aux besoins d'assistance technique de pays qui, venant d'accéder à l'indépendance, traversent une période pendant laquelle, après le départ des étrangers, il existe une pénurie aiguë de personnel de conception. Les pays éprouvent souvent des difficultés à recruter eux-mêmes un nouveau personnel étranger à titre contractuel et on a demandé si la CEA ne pourrait pas aider à contacter les gouvernements pouvant éventuellement fournir une assistance technique aux termes d'accords bilatéraux. On a demandé que l'étude des possibilités existant dans ce domaine soit approfondie. On a fait observer que, le personnel ainsi recruté devant normalement occuper des postes existants, les pays bénéficiaires de cette assistance seraient en mesure d'apporter une contribution d'un montant équivalent aux traitements locaux.

25. Une brève mention a également été faite de la possibilité d'utiliser de jeunes membres d'organisations du type "Peace Corps" pour remédier temporairement aux pénuries de personnel.

Centralisation des activités statistiques nationales

26. Comme on a constaté qu'il existe des différences considérables selon les pays dans le degré de centralisation des travaux statistiques, les participants ont consacré quelque temps à l'étude de cette question.

27. Dans certains pays, on s'est aperçu que la présence de statisticiens ou de techniciens initiés à la statistique dans d'autres services ministériels facilitait la décentralisation des travaux statistiques et des exemples ont été donnés de solutions efficaces dans le domaine des statistiques de l'agriculture, de l'enseignement et de la santé. Certains ont fait valoir que, dans les cas où les ressources en personnel du Bureau central de statistique étaient strictement limitées, des solutions de ce genre étaient de nature à accélérer le développement d'un programme statistique d'ensemble.

28. En revanche, de nombreux participants ont exprimé l'avis qu'une centralisation raisonnablement poussée avait pour avantage de permettre une meilleure coordination des travaux statistiques et une meilleure utilisation du personnel disponible.

29. Les participants se sont tous fermement déclarés d'avis que l'objectif primordial était de réaliser la coordination des activités statistiques. Elle ne présente guère de difficulté lorsque les travaux sont centralisés. S'ils ne le sont pas, des commissions de coordination devraient être créées. On a reconnu que le Bureau central de statistique devait participer pleinement à la conception des enquêtes effectuées par d'autres services ministériels et à leurs travaux relevant de la statistique.

30. Au sujet de la centralisation de la collecte des renseignements, les participants ont estimé qu'aucune recommandation générale ne pouvait être formulée, puisque les solutions sont liées aux effectifs disponibles, aux conditions dans lesquelles fonctionne le Bureau de statistique et au rang de priorité attribué aux éléments d'information. De plus, la plupart des gouvernements pensent que la collecte de certaines données de caractère technique, telles que les mesures des superficies et des rendements en agriculture, devrait normalement être confiée aux ministères intéressés. La conclusion générale a été qu'il y aurait des avantages à centraliser la collecte des renseignements économiques et sociaux de nature générale mais qu'on pouvait normalement prévoir que l'extension des activités dans les dernières phases du développement conduirait à une certaine décentralisation.

Point 5. Activités de formation

31. La question de la formation a été traitée séparément car c'est l'une des plus importantes puisque, comme l'ont souligné les participants, la pénurie de personnel est l'un des principaux obstacles au développement statistique.

Formation en cours d'emploi

32. Une formation en cours d'emploi doit surtout être donnée au personnel des échelons les moins élevés des bureaux de statistique, et les participants ont insisté à nouveau pour que cette formation soit assurée au niveau local. Elle prend parfois la forme de cours spéciaux destinés à former le personnel à des tâches bien déterminées; parfois, elle a un caractère plus général et éventuellement elle cherche aussi à combler des lacunes de l'éducation de base. Divers projets locaux qui donnent de bons résultats ont été exposés et les représentants de certains pays qui jusqu'alors avaient recouru au système de formation en cours d'emploi, ont exprimé l'intention de leur gouvernement d'étudier les possibilités d'organiser une formation plus systématique.

Centres internationaux de niveau moyen

33. Les participants ont exprimé l'avis que les centres de niveau moyen à caractère international avaient accompli une tâche utile et ils ont souligné la nécessité de les maintenir pendant quelques années encore. Il importe aussi de créer d'urgence de nouveaux moyens de formation à ce niveau.

34. Le centre d'Addis-Abéba est entré dans sa quatrième année et on a assisté généralement pour que ses activités se poursuivent encore pendant une nouvelle période de quatre à cinq années. On a signalé que le Gouvernement éthiopien était prêt à continuer à apporter son concours à cette fin et l'Organisation des Nations Unies a été instamment priée de faire de même.

35 Il se pose toutefois deux difficultés dans le cas des étudiants venant des pays où l'arabe est la langue de travail de l'Administration. En premier lieu, ces étudiants ont souvent des difficultés à suivre les cours du centre d'Addis-Abéba qui sont donnés en anglais, et, en second lieu, ce centre n'est pas à même d'accueillir la totalité des nombreux stagiaires que la RAU désire y envoyer.

36. C'est pourquoi on a proposé qu'un nouveau centre de formation soit créé au Caire. En raison de leur nombre élevé, ce centre serait surtout destiné à des étudiants de la RAU mais les autres pays de langue arabe pourraient également profiter de ses moyens de formation. L'utilisation de l'arabe comme langue de l'enseignement supprimerait les difficultés actuelles et il serait possible de prévoir davantage de travaux pratiques. On a annoncé que le Gouvernement de la RAU était prêt à collaborer à la réalisation de ce projet et on a demandé que soient examinées les possibilités d'une aide des Nations Unies.

37. En attendant la création de ce centre du Caire, la RAU continuera à envoyer des étudiants au centre d'Addis-Abéba. Par la suite, les cours donnés à Addis-Abéba seraient destinés à l'Ethiopie, à la Somalie et au Soudan. Les représentants de la Somalie et du Soudan ont indiqué que leur pays était désireux d'utiliser pleinement le centre d'Addis-Abéba pendant un certain temps encore et les mesures qu'ils prennent concernant la formation reposant sur l'hypothèse que ce centre sera maintenu. On a noté que le Malawi se proposait d'envoyer un certain nombre d'étudiants au centre d'Addis-Abéba en octobre 1965. Les participants ont estimé que, même si un centre était créé au Caire, on devrait utiliser pleinement celui d'Addis-Abéba pendant les quelques années à venir en raison des besoins croissants des autres pays qu'il dessert.

38. Un exposé a été fait sur les mesures prises en vue de la création à Dar-es-Salam d'un centre est-africain de niveau moyen, sous les auspices de l'organisation des services communs de l'Afrique orientale et de l'Organisation des Nations Unies. Les installations et services locaux nécessaires peuvent être actuellement fournis et l'Université contribuerait au programme d'enseignement. Outre le Directeur du centre détaché

par l'ONU, deux autres statisticiens de l'ONU pourraient également apporter leur concours. On a exprimé l'espoir que le premier cours commencerait en juillet 1965. Le centre serait destiné au Kenya, à la Tanzanie et à l'Ouganda et il pourrait également accueillir des étudiants du Malawi et de la Zambie. On a discuté de la possibilité d'organiser au centre un cours conduisant à un certificat. Des détails à ce sujet sont donnés ci-dessous dans la partie traitant de la formation ultérieure.

39. On a signalé la nécessité d'assurer l'harmonisation aux différents niveaux de la formation dans les divers centres et on a souligné que c'était là l'un des principaux objectifs des réunions des directeurs des centres. L'une de ces réunions aura lieu en avril 1965.

Formation ultérieure au niveau des cadres moyens

40. La formation ultérieure examinée sous cette rubrique s'adresse principalement aux stagiaires les plus brillants sortant de centres de niveau moyen et à d'autres candidats ayant les mêmes qualifications. Normalement elle ne concerne pas ceux qui peuvent être admis dans une université.

41. Les seules facilités dont disposent actuellement les étudiants anglophones sont celles du London Institute of Statisticians. Bien que l'on en ait tiré tout le parti possible, les cours de cet Institut ne sont pas entièrement satisfaisants car ils portent en majeure partie sur l'étude des statistiques et ils ne donnent pas la formation économique nécessaire^{1/}.

^{1/} On a insisté sur le fait qu'il fallait mettre sur pied en Afrique quelque chose répondant aux conditions locales.

42. Ainsi qu'on l'a fait observer plus haut, une solution serait de créer à l'Université de Dar-es-Salam un cours de statistique conduisant à un certificat, qui pourrait se donner conjointement avec ceux du centre de niveau moyen. On a signalé que l'Université procédait à la nomination d'un professeur de statistique.

43. On a examiné les autres solutions possibles. Ces solutions comportent évidemment la poursuite des études au London Institute. On peut aussi conclure des accords avec des établissements extra-africains mais on a estimé que cette solution donnait lieu à des difficultés en ce qui concerne les qualifications exigées pour ce qui est des étudiants qui ont suivi un cours de formation de niveau moyen en Afrique, sauf dans le cas où ce niveau était très élevé.

44. On a noté que d'autres universités des pays africains anglophones intensifiaient leur activité dans le domaine des statistiques et que certaines d'entre elles seraient désireuses de créer des cours conduisant à un certificat en plus de leurs cours normaux de licence.

45. Certains pays ont exprimé le vœu que ces cours pour l'obtention d'un certificat commencent dès que possible, bien qu'il soit apparu qu'actuellement un nombre limité d'étudiants pourraient les suivre.

Formation au niveau supérieur

46. Un exposé a été fait sur les travaux effectués par le centre statistique de Rabat qui est destiné aux étudiants francophones diplômés de l'enseignement secondaire. La durée de ces cours a été portée à trois ans. Après la deuxième année, les étudiants peuvent se présenter à l'examen de l'école nationale de la statistique de Paris ou en suivant la troisième année de cours du centre qui les spécialise dans le domaine de l'économie ou de la statistique, ils peuvent obtenir une licence complète. On a signalé qu'il était probable que le centre de Rabat soit très prochainement pris en charge par ce Fonds spécial. On a noté que le nombre des étudiants étrangers de ce centre était plus élevé que le nombre des étudiants marocains et on a exprimé l'espoir que l'ONU continuerait à accorder des bourses pour ces étudiants étrangers comme par le passé.

47. Dans les pays anglophones, les cours ordinaires des universités constituent le principal moyen de former le personnel de conception, bien que l'on continue à recourir dans une large mesure au London Institute of Statisticians. Le nombre des diplômés des universités est encore insuffisant. On préfère de loin faire appel à des économistes-statisticiens, car il ne faut qu'un nombre limité de statisticiens spécialisés en mathématique.

48. Les considérations qui précèdent ont donné lieu à des discussions portant sur les avantages respectifs des différents types de formation statistique. Les représentants des pays francophones se sont déclarés en faveur de cours du genre de ceux qui sont donnés par le Centre de Rabat et par l'Ecole nationale de la statistique de Paris; les représentants des pays anglophones désiraient donner de l'importance à un enseignement général comportant des cours d'économie. Cet état de choses peut être dû en partie aux différences entre les programmes de statistique qui peuvent avoir une certaine incidence sur le type de personnel requis. Néanmoins les participants ont conclu qu'il existait certaines divergences de vues qui ne pouvaient être éliminées dans l'immédiat.

49. Dans certains cas, des dispositions spéciales devaient être prises pour la formation du personnel de conception. Quelques bureaux de statistique ont recruté des licenciés sans spécialisation ou des personnes dont la formation n'était pas parfaitement adaptée à la tâche qu'elles devaient accomplir. Des cours complémentaires devaient être organisés pour permettre aux uns et aux autres d'acquérir effectivement les qualifications requises du personnel de conception. Dans le cas des pays du Commonwealth, il existe également des cours de 9 mois organisés par l'International and Indian statistical Institute.

50. On a également estimé que des dispositions devaient être prises pour permettre aux membres du personnel d'exécution qui en ont la capacité de passer dans les cadres supérieurs, grâce à un système comparable à celui de l'Institute of Statisticians de Londres, par exemple. On a admis toutefois que seul un très petit nombre de personnes pourrait entrer

par cette voie dans la catégorie du personnel de conception et que les cours de préparation à un diplôme complet de licence devaient être considérés comme le moyen principal de formation des cadres supérieurs^{1/}.

Formation spécialisée

51. L'un des domaines importants dans lesquels une formation spécialisée a été organisée est la démographie. Les efforts en ce sens ont commencé en Amérique latine et en Asie en 1957. En 1963, le Centre nord-africain de démographie a été créé au Caire à l'intention des pays de l'Afrique du nord et du Proche-Moyen-Orient. Deux stages y ont eu lieu jusqu'ici, et un troisième est en préparation. Ce centre, qui a pour objectif essentiel la formation de cadres supérieurs pour les besoins pratiques immédiats est chargé également d'un important programme de recherche. Un second centre doit être créé pour les autres pays africains.

52. Les participants ont souligné la nécessité de former du personnel en vue du Programme de recensement mondial de 1970 et ont demandé que les moyens du Centre du Caire soient mis aussi à la disposition d'autres pays africains jusqu'à ce que le deuxième centre soit créé. L'assurance leur a été donnée que des dispositions à ce sujet étaient déjà à l'étude et on a noté qu'une aide supplémentaire pouvait être fournie par le Centre de démographie de Bombay.

53. On a noté qu'aucune disposition n'avait été prise pour assurer une formation spécialisée dans le domaine de la Comptabilité nationale. La planification du développement prenant une place de plus en plus grande en Afrique, ce sujet est particulièrement important. On a jugé qu'il était urgent de considérer la possibilité de mettre sur pied des cours de formation appropriés.

^{1/} Certains pays d'expression française, dans le statut des différentes catégories du personnel statisticien, ont prévu un quota permettant de passer d'une catégorie à l'autre par un concours professionnel organisé au niveau du pays.

54. Les participants ont aussi étudié les dispositions prises pour l'organisation de cours spécialisés dans les centres existants donnant une formation statistique de caractère plus général. Un professeur de la FAO a été fourni au Centre de Rabat et, au Centre de formation statistique de cadres moyens de Yaoundé, non seulement les statistiques agricoles sont enseignées dans le cadre de la formation générale, mais un cours spécialisé a été donné au troisième trimestre pour les stagiaires appelés à participer à des enquêtes agricoles. Aucune disposition spéciale n'a encore été prise pour les autres centres de formation de cadres moyens, mais on a signalé que les statistiques agricoles faisaient normalement partie des cours donnés à Addis-Abéba. Le représentant de la FAO a insisté pour que les pays intéressés fassent connaître sans retard leurs besoins nouveaux éventuels dans ce domaine et a précisé que l'enseignement serait normalement donné lors de brèves visites des conseillers en statistique de la FAO. On a indiqué que le Centre de Dar-es-Salaam accueillerait volontiers une telle assistance.

55. Le représentant de la FAO a mentionné les stages de formation organisés dans le cadre du dernier programme décennal de recensement agricole et en vue d'enquêtes sur la consommation. La FAO a aussi organisé des voyages d'étude et s'occupe de recherches sur des problèmes spéciaux. On a envisagé la création d'un institut pour la recherche statistique et particulièrement pour les statistiques agricoles.

Enquête sur le personnel des services de statistique

56. La troisième Conférence des statisticiens africains a demandé à la CEA d'entreprendre une enquête sur le personnel des services de statistique en Afrique, pour obtenir des indications précises sur les ressources actuelles et les besoins futurs en personnel. On a estimé que ces indications avaient une importance particulière parce qu'elles aideraient à orienter le développement des programmes de formation à long terme. Le secrétariat a annoncé que les questionnaires destinés à cette enquête avaient été expédiés aux pays intéressés qu'il avait priés de les remplir et de les renvoyer au siège de la CEA aussi rapidement que possible.

Point 6(a) - Programmes statistiques - Questions générales

57. La Conférence des statisticiens africains avait examiné à sa troisième session la question de données statistiques **requises pour les** besoins de la planification et elle avait demandé à la CEA de poursuivre ses activités axées sur l'établissement d'un programme de travaux statistiques en Afrique. S'inscrivant dans le cadre de ce projet, les délibérations touchant le Point 6(a) ont porté sur un document de travail du secrétariat (E/CN.14/CAS.4/SRC3). Les participants ont reconnu que l'examen de l'utilisation des statistiques pour les besoins de la planification réclame aussi la participation des planificateurs; ils ont noté qu'un groupe de travail réunissant des statisticiens et des planificateurs étudierait cette question en détail vers le milieu de 1965. Les travaux de la réunion actuelle et de la réunion sous-régionale des chefs de bureau de statistique de l'Afrique de l'ouest (octobre 1964) sur ce sujet doivent servir à un premier rapprochement des conceptions pour les questions relevant surtout des statistiques.

58. Le document de travail contient une suggestion fondamentale selon laquelle, pour mettre au point un programme de statistique équilibré et suffisamment détaillé, il fallait voir l'ensemble des catégories de statistiques nécessaires et ne pas se borner au développement séparé des diverses branches de l'activité statistique. Les pays ont souscrit généralement à cette façon de voir, tout en soulignant qu'aux premiers stades du développement la modicité des moyens disponibles entraîne inévitablement une concentration des efforts sur les travaux venant aux premiers rangs de l'ordre de priorité.

59. Il est évident que dans tout programme détaillé de statistique, les rapports entre les divers éléments sont importants et que, à cet égard, les flux de transactions qui relient les divers secteurs de l'économie d'un pays sont parmi les principaux à considérer. Ceci pose la question de la place à donner à la comptabilité nationale dans l'établissement d'un programme statistique. On a admis que la comptabilité nationale offre un moyen commode de présenter une gamme très étendue de renseignements statistiques sous une forme articulée et que, du fait qu'elle indique les

lacunes des renseignements disponibles, elle sert à orienter le développement des statistiques. Toutefois, on a reconnu qu'il fallait d'abord construire les séries statistiques de base avant que l'on puisse tenter d'établir les comptes; on a donc jugé que la comptabilité nationale ne doit pas être le premier objectif dans les premières phases du développement de la statistique. On a, en outre, noté que d'autres renseignements importants n'apparaissaient pas directement dans les comptes; il s'agit en particulier des données relatives aux ressources humaines et matérielles, comme aux aspects matériels de l'activité courante.

60. Tout en admettant que la priorité absolue devait aller aux renseignements de caractère national, les pays ont souligné le besoin d'autres renseignements pour la planification régionale et la planification sectorielle. Ces besoins imposent non seulement la ventilation de certains des chiffres nationaux, mais encore le rassemblement de données supplémentaires dans certains domaines.

61. Dans le cas des pays qui en sont encore au début du développement de leurs statistiques, on a estimé que le premier objectif devait être l'établissement d'un programme minimal de statistiques. Toutefois, à ce sujet, les participants ont adopté la même position que la Conférence des statisticiens africains à sa troisième session et ils ont conclu qu'il ne serait pas judicieux de formuler des recommandations générales. Pour ce qui est des points à prévoir dans un premier programme statistique d'étendue limitée, les décisions doivent rester du ressort des pays; elles seront subordonnées aux ressources, à l'ordre d'urgence et aux conditions locales dont dépend le rassemblement des renseignements.

62. On a souligné tout particulièrement la nécessité d'obtenir des données de nature plus spécifiques sur lesquelles s'appuient les décisions prises au jour le jour et les projets bien déterminés, plutôt que d'élaborer des plans à l'échelon national. C'est le cas notamment des statistiques de la production agricole et des prévisions relatives à l'agriculture qui sont nécessaires à l'élaboration d'une politique d'importation et d'exportation des produits agricoles et aussi des

renseignements, sur les facteurs de production, par exemple les superficies, les rendements et le nombre des arbres, renseignements dont on a besoin pour les projets de développement de l'agriculture. En ce qui concerne la politique de développement de l'agriculture, on a souligné que l'on avait le choix entre un certain nombre d'objectifs différents, tels que l'amélioration du niveau de la consommation alimentaire, l'augmentation maximale des recettes d'exportation, la stabilisation des prix, une répartition mieux équilibrée des revenus agricoles, la réforme agraire etc. Pour répondre à tous ces besoins, il importe non seulement d'obtenir rapidement des renseignements, mais aussi de disposer de données pour les zones géographiques restreintes.

63. Les participants ont examiné un certain nombre de questions précises ayant une incidence sur le programme statistique; les débats dont ces questions ont fait l'objet sont résumés ci-dessous.

64. Les participants ont reconnu l'importance d'une législation en matière statistique pour assurer le bon fonctionnement d'un service de statistique; la réglementation devrait reposer sur deux principes fondamentaux : l'obligation de fournir des renseignements et la garantie du secret en ce qui concerne les renseignements relatifs à chaque unité observée. On a noté toutefois que, dans la pratique, on n'aurait que rarement recours à la contrainte. Les différents pays ont demandé des conseils dans l'élaboration d'une réglementation appropriée. On a reconnu que cet objectif pourrait être atteint dans une large mesure si on s'inspirait des lois en vigueur dans les autres pays.

65. On a souligné qu'un service national de statistique doit être autonome car, lorsqu'il organise ses travaux, il doit prévoir les besoins futurs en données statistiques. En outre, il importe également de garantir le caractère objectifs des renseignements. Toutefois, le service devrait travailler en étroite collaboration avec l'organisme de planification.

66. Dans le cas des statistiques de l'industrie manufacturière, on a signalé les difficultés à obtenir des renseignements satisfaisants concernant les "entrées". Une solution possible, que l'on expérimente actuellement, consiste à signaler longtemps d'avance aux firmes commerciales quels sont les besoins des statisticiens de manière qu'elles puissent préparer des données plus complètes. Les participants ont estimé que, au stade initial, les renseignements rassemblés pourraient devoir se limiter à des simples chiffres concernant la production et ces "entrées".

67. Les participants ont examiné la question de savoir s'il serait souhaitable de confier toutes les opérations techniques, telles que l'élaboration des enquêtes et des questionnaires et les mesures concernant le traitement des données à une section de planification statistique relevant du bureau de statistique. Cette suggestion est faite dans le document de travail. Un pays possède déjà cette section de planification technique qui prépare les projets devant faire l'objet d'un examen plus approfondi. Dans d'autres pays, la pénurie de cadre a eu pour résultats que la planification technique est devenue en majeure partie une tâche du chef et des cadres supérieurs du bureau de statistique. On a estimé néanmoins que, dès que la situation le permettrait, il serait souhaitable, que les chefs des différentes sections assument d'importantes responsabilités dans la planification des activités dans leur domaine propre. On a reconnu qu'il importait beaucoup de faire appel à un comité avant la mise en route des opérations les plus importantes, afin de permettre à tous les intéressés d'exprimer leur avis sur les mesures finales et d'opérer des modifications nécessaires.

68. Les participants ont examiné brièvement la question de trouver s'il était souhaitable d'avoir recours davantage aux enquêtes démographiques par sondage. Ces enquêtes peuvent avoir des avantages sur les recensements, lesquels impliquent un dénombrement complet, car elles permettent de faire appel à des enquêteurs mieux qualifiés et partant de rassembler des renseignements plus sûrs et plus détaillés. Un certain nombre de pays ont mentionné des enquêtes de portée limitée et ont estimé que l'on pouvait s'attendre à l'avenir à une extension de cette méthode.

69. L'idée a été également avancée qu'il y aurait avantage à recueillir les statistiques de l'emploi au moyen des questionnaires utilisés pour les statistiques courantes sur les branches d'activité. Certes, il serait souhaitable de réduire le nombre des enquêtes distinctes portant sur les entreprises industrielles et commerciales, mais il y a plusieurs inconvénients à cette solution. La première découle de la nature des dossiers des entreprises. Il se peut que les données relatives à la production, aux transactions, etc., soient centralisées au siège des entreprises, mais les renseignements sur l'emploi ne peuvent souvent être obtenus qu'au niveau des établissements. D'autre part, on a estimé que les statistiques de l'emploi devraient se rapporter à un même moment pour toutes les branches d'activité, ce qui serait plus facile à réaliser si la collecte des renseignements destinés à ces statistiques faisait l'objet d'une opération indépendante. Enfin, on a souligné que les éléments d'information concernant l'emploi étaient plus faciles à obtenir que ceux qui ont trait aux autres aspects de l'activité économique et qu'ils offraient donc un moyen utile de coordonner celles des statistiques des branches d'activité qui sont incomplètes, dans la mesure où les questionnaires relatifs à ces dernières comprendraient un nombre limité de rubriques sur l'emploi. Les pays participants ont jugé que cet avantage faisait plus que compenser tout inconvénient résultant du recours à des enquêtes distinctes et des doubles emplois dans la collecte des renseignements.

Point 6(b) - Programmes statistiques - Enquêtes sur le terrain

70. Certaines statistiques sont insuffisantes en Afrique, et la réunion a reconnu qu'elles pouvaient être améliorées par des enquêtes sur le terrain. On a examiné à ce propos, successivement, les objectifs et l'élaboration des programmes d'enquêtes ainsi que l'organisation des travaux sur le terrain et les conclusions méthodologiques tirées d'enquêtes récentes. Les documents de travail suivants portaient sur ce point de l'ordre du jour: E/CN.14/CAS.4/SRC/4 et E/CN.14/CAS.4/SRC/5.

71. Les objectifs d'un programme d'enquêtes peuvent être différents selon la nature des travaux de comptabilité économique et de planification. Les enquêtes peuvent viser à fournir des statistiques nouvelles ou bien des données plus précises, plus actuelles pour différents buts : comptes économiques minimum, comptes économiques de plus en plus détaillés et planification sectorielle, autres besoins. L'usage prévu pour les résultats lorsqu'ils seront disponibles influe sur les objectifs, les méthodes, les moyens et les délais recherchés.

72. La réunion a reconnu que les techniques actuelles de sondage semblent insuffisantes pour mesurer par des enquêtes renouvelées les variations de certains phénomènes entre deux relevés successifs ou rapprochés du fait que les erreurs de sondage peuvent en effet facilement être plus importantes que les variations recherchées (taux démographiques, structure des dépenses..). Cependant pour les enquêtes sur les ménages, la réunion a noté l'intérêt d'utiliser les mêmes unités géographiques pour l'estimation de ces variations.

73. L'intérêt d'étudier la possibilité d'étaler certaines enquêtes, pour une région donnée, sur plusieurs années a été évoqué pour certains participants. Autrement une enquête isolée risque de fournir des données trop particulières pour certains domaines dans lesquels les variations interannuelles sont fortes.

74. Au sujet de l'élaboration des programmes d'enquêtes, on a remarqué que ces programmes pourraient être inclus dans les plans de développement, afin de faciliter l'obtention des moyens nécessaires.

75. Les programmes d'enquête pourraient être élaborés dans une série de réunions groupant pour chaque sujet les différents fournisseurs et utilisateurs possibles de données statistiques. Le Plan participerait à toutes ces réunions dont la synthèse serait faite par la statistique pour être soumise à une réunion générale de tous les organismes intéressés.

76. On a constaté que l'élaboration d'un programme d'enquêtes était inséparable des prévisions sur les disponibilités en statisticiens (nationaux et experts de l'assistance technique).

77. La réunion a reconnu qu'il pouvait être nécessaire d'établir un programme d'enquêtes pour une durée de cinq ans ou plus, compte tenu de l'étalement de certains travaux, des prévisions nécessaires sur le rythme de renouvellement de certaines enquêtes et des délais d'obtention des statisticiens nécessaires.

78. Il est nécessaire de bien connaître l'état des statistiques courantes dans un domaine avant d'y prévoir un programme d'enquête. Les améliorations possibles de ces statistiques courantes peuvent permettre d'améliorer l'efficacité d'une enquête ou éviter la nécessité de sa répétition.

79. Pour faciliter l'organisation des travaux d'enquêtes lorsqu'on a un programme il peut être efficace de disposer d'enquêteurs permanents. L'existence d'un programme d'enquêtes peut faciliter l'obtention d'un statut pour les enquêteurs permanents qui doit être discuté si possible avec le statut des statisticiens de différents niveaux. Les enquêteurs permanents doivent si possible, pour être utilisés au mieux, dépendre d'un seul organisme.

80. La responsabilité directe du Service de Statistique dans l'organisation du travail sur le terrain a été reconnue par les participants dans le cas des recensements de population. Cependant pour des travaux aussi importants dans certains pays, le Service de Statistique doit s'appuyer sur la collaboration de certains ministères (Education, Intérieur, Armée pour les problèmes de transport).^{1/}

^{1/} Cette collaboration peut se faire au niveau du travail sur le terrain mais le service de la statistique sera nécessairement associé à la conception et à l'analyse des travaux.

81. Dans le cas d'un programme étendu d'enquêtes, qui nécessite un personnel professionnel nombreux, il peut y avoir intérêt à ce que le Service de Statistique dispose d'un statisticien professionnel spécialisé dans les méthodes de sondage, lequel prêterait son assistance aux différents responsables d'enquêtes réalisées soit par le Service de Statistique soit par d'autres services (plan de sondage, analyse des enquêtes pilotes, analyse des résultats).

82. Pour la collecte systématique des statistiques agricoles courantes, on a donné une description de la méthode intégrée d'enquêtes agricoles mises au point par la Commission africaine des statistiques agricoles. Selon ce système les différentes opérations de l'enquête sont menées à bien par les moniteurs de l'agriculture, en tant que partie intégrante de leurs travaux, sur un échantillon d'exploitations se trouvant dans leurs zones. On donne aux moniteurs la formation nécessaire pour mener à bien ces opérations, et on a proposé d'inclure un cours de statistique élémentaire au programme des écoles d'agriculture.

83. L'intérêt de diverses enquêtes à objectifs multiples sur les ménages a été cité par certains participants. Lorsqu'ils disposent de peu de données initiales et de peu de moyens, certains pays recherchent simultanément des résultats sur quelques uns des domaines suivants : dépenses et autoconsommation en milieu rural, revenus, habitat, recettes et dépenses des ménages en tant que producteurs (artisanat, commerce...). Cependant dans ce dernier cas en particulier, on a constaté que le plan de sondage devait tenir compte de ces objectifs supplémentaires (base de sondage adoptée, stratification selon l'activité...).

84. L'extension des objectifs entraîne ordinairement en plus des difficultés habituelles une réduction de la taille de l'échantillon diminuant ainsi la précision des résultats. Les enquêtes à objectifs multiples sont donc surtout pratiquées pour l'étude de régions particulières.

85. L'expérience acquise dans les pays indique que la réalisation d'un programme d'enquête amène rapidement à prévoir la création de bureaux régionaux de la statistique; ce qui apparaît souhaitable.
86. Du point de vue des méthodes, la réunion a discuté, au sujet des statistiques démographiques, de l'expérience acquise dans les enquêtes retrospectives et dans le système des observations continues, conformément aux conclusions du Cycle d'études sur les statistiques d'état civil en Afrique (Doc. E/CN.14/333) tenu à Addis-Abéba en décembre 1964.
87. Les problèmes d'utilisation des recensements de population comme base de sondage, tels qu'ils sont exposés dans le document de travail E/CN.14/CAS.4/SRC/5, existent seulement pour certains pays de la région.
88. La nécessité d'employer des enquêteurs et, dans certains cas même, des cadres du niveau ingénieur pour recueillir les données des enquêtes de statistique industrielle a été évoquée.
89. On a suggéré que l'expérience acquise récemment dans un des pays participants sur l'étude des circuits commerciaux pourrait faire l'objet d'une note méthodologique intéressant les pays de la région. La même procédure a été recommandée pour toutes les enquêtes sur des sujets nouveaux ou peu fréquemment étudiés (élevage, artisanat...).
90. Du point de vue des méthodes d'enquête la réunion a pris note du programme de recherche au Centre du Caire en Démographie,

Point 7. Questions diverses

91. A propos des réunions organisées par la CEA en 1965, on a fait observer que leur nombre limitait pour les pays intéressés la possibilité d'y participer pleinement. Il a toutefois été reconnu que la quatrième Conférence des statisticiens africains était indispensable, que la réunion sous-régionale avait été demandée par la troisième Conférence, que deux des groupes de travail s'occupaient de projets d'intérêt mondial conçus par le siège de l'Organisation des Nations Unies et que dans la réunion prochaine des directeurs de centre de formation les pays n'intervenaient pas.

ANNEXE I
ORDRE DU JOUR

1. Discours d'ouverture
2. Election du Président et du Vice-Président
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Etude du développement des statistiques en Afrique du nord et en Afrique de l'est.
 - a) Rapports sommaires des pays sur les progrès accomplis au cours de l'année écoulée.
 - b) Problèmes statistiques dans les sous-régions de l'Afrique du nord et de l'Afrique de l'est et coopération au niveau sous-régional pour le développement des statistiques.
5. Activités des sous-régions dans le domaine de la formation (formation en cours d'emploi, formation de statisticiens des cadres moyens et formation au niveau supérieur, etc.)
6. Programmes statistiques
 - a) Questions générales
 - b) Enquêtes sur le terrain
7. Questions diverses
8. Adoption du rapport.

ANNEX II

LIST OF PARTICIPANTS

LISTE DES PARTICIPANTS

ETHIOPIA/ETHIOPIE

Ato Habtu Eshete
Assistant Minister
Central Statistical Office
P.O. Box 1143
Addis Ababa

Mr. L.W. Clarke
Deputy Director OPEX
Central Statistical Office
P.O. Box 1143
Addis Ababa

KENYA

Mr. A.T. Brough
Chief Statistician
Ministry of Economic Planning
and Development
P.O. Box 30266
Nairobi

LIBYA/LIBYE

Mr. Issa Zoghni
Deputy Director-General
Statistics and Census Department
Tripoli

MOROCCO/MAROC

M. Abderraiman Mahfoud
Directeur
Ecole Statistique
25, rue Branly
Rabat

M. A. Lyazidi
Chef-adjoint
Service central des Statistiques
5, av. Moulay Youssef
Rabat

RHODESIA/RHODESIE

Mr. W.C.W. Borland
Deputy Director of
Census and Statistics
P.O. Box 8063
Causeway, Salisbury

SOMALIA/SOMALIE

Mr. F. Warsama
Counterpart-Director
Department of Statistics
Ministry of Planning & Development
Mogadiscio

SUDAN/SOUDAN

Mr. Abdel Moneim Mursi
Director
Department of Statistics
P.O. Box 700
Khartoum

TANZANIA/TANZANIE

Mr. C.A. Patel
Acting Government Statistician
Central Statistical Bureau
P.O. Box 796
Dar-es-Salaam

Mr. Paul Rupia
Chargé d'Affaires
Tanzania Embassy
Addis Ababa

UAR/R.A.U.

Gen. Aly Ahmad Farag
President
Central Adm. of Statistics
15, Mansour Street
Cairo

OBSERVER

OBSERVATEUR

FRANCE

M. Louis Marciniak
Expert Statisticien
Service Coopération INSEE
2bis, rue Surcouf
Paris 7ème

SPECIALIZED AGENCIES
INSTITUTIONS SPECIALISEES

FAO

Mr. Subash Mazumdar
Regional Statistician for Africa
P.O. Box 3001
Addis Ababa

Mr. C.M.H. Morojele
Regional Statistician for Africa
P.O. Box 3001
Addis Ababa

ILO/B.I.T.

Mr. C.E.A. Noah
Deputy-Director
Office of the ILO
Addis Ababa

UNESCO

Mr. F.I. Ajumogobia
Liaison Officer with ECA
P.O. Box 3001
Addis Ababa

ECA Secretariat/
Secrétariat de la CEA

Mr. Bahgat El-Tawil
Chief
Statistics & Demography Division

Mr. W.L. Booker
Chief
Statistical Development Section

M. J. Causse
Conseiller régional de la CEA
B.P. 316
Tangier
Maroc

Mr. A.T. Cole
Statistician

Mr. R.K. Som
Statistician
Demography Section

Interpreters/Interprètes

Mrs. E. Heathcote - E
Mrs. C. Dunford - E
Mme B. Mathez - F
Melle D. Bunesco - F

ANNEXE III

Discours d'ouverture du Secrétaire exécutif

C'est avec le plus grand plaisir que je souhaite aujourd'hui la bienvenue aux représentants des pays et à ceux des organisations internationales qui sont réunis ici pour participer aux consultations qui vont s'engager entre les statisticiens de l'Afrique du nord et de l'Afrique de l'est. Cette réunion est l'une de celles qui sont organisées depuis quelques années pour permettre d'étudier des problèmes déterminés et de renforcer, dans le domaine des statistiques, la liaison entre les pays des diverses sous-régions du continent africain. Dans une large mesure, ces réunions doivent servir à compléter et à développer les travaux généraux de la Conférence des statisticiens africains. Elles offrent, en outre, aux statisticiens l'occasion d'établir ou de renouer des liens avec leurs collègues des autres pays.

Comme vous le savez, la Conférence des statisticiens africains se réunit tous les deux ans. Elle permet aux participants d'échanger leurs idées sur les questions de statistique de l'échelon régional et elle est le moyen principal d'élaborer et d'orienter le programme de travail de la CEA dans le domaine des statistiques. Les objectifs essentiels de ce programme sont les suivants : concourir au développement des bureaux nationaux de statistique grâce à des activités de formation, à des services consultatifs, à des recherches sur les méthodes et à des réunions techniques et organiser le rassemblement, l'analyse et la diffusion des données statistiques sur le plan régional. Les pays qui en sont encore au stade de l'établissement de leurs services de statistique sont tellement nombreux qu'il y a lieu de considérer le développement des statistiques comme l'élément qui réclame à l'heure actuelle l'attention de la manière la plus urgente.

La Conférence des statisticiens africains offre, certes, la possibilité d'étudier les problèmes sur un plan général et aussi de définir un programme statistique pour la région, mais il faut bien admettre que les sous-régions ont chacune des problèmes qui leur sont propres et qui appellent une étude spéciale. Une autre importante considération est qu'on en est venu à voir dans le développement des statistiques en Afrique une entreprise à laquelle doivent coopérer les divers pays. On comprend dès lors qu'ils nous aient demandé d'organiser ces consultations statistiques sous-régionales qui leur permettent d'examiner en petit comité leurs travaux et de coordonner leurs activités. De plus, les conclusions de ces réunions fournissent au secrétariat et à d'autres organismes des lignes directrices pour l'établissement des programmes d'assistance.

Il y a déjà eu deux réunions des statisticiens de l'Afrique du nord et deux réunions des statisticiens de l'Afrique de l'ouest. Jusqu'ici, le secrétariat de la CEA n'avait pas eu la possibilité de convoquer une réunion des statisticiens de la partie orientale du continent. Si la présente consultation a été organisée à la fois pour les pays du nord de l'Afrique et pour les pays de l'est de l'Afrique, c'est en partie pour des considérations d'ordre pratique et aussi parce que nous tenons tout particulièrement à recueillir aussi rapidement que possible les avis de ces divers pays sur un certain nombre de questions importantes, la question de la formation par exemple.

On peut examiner les problèmes que posent les statistiques sous un certain nombre de rubriques générales. On peut par exemple, étudier la normalisation des nomenclatures en vue d'améliorer la comparabilité dont l'importance ne cesse de croître depuis que la tendance est à la coordination du développement économique des divers pays. Le développement de certaines branches de la statistique donne lieu à des problèmes spéciaux et nombreuses sont les questions qui se rapportent à l'utilisation de l'assistance technique dans ce domaine.

On a de plus en plus besoin d'élaborer, pour la résolution des problèmes qui se posent, des méthodes fondées sur la coopération. Il conviendrait non seulement d'améliorer l'échange de données mais aussi de diffuser aussi largement que possible des renseignements sur les méthodes, pour permettre à chaque pays de tirer tout le parti souhaitable de l'expérience de ses voisins. Ces renseignements peuvent souvent être communiqués dans des documents, mais l'organisation de visites dans les pays et d'échanges de spécialistes donne parfois des résultats plus concluants sur le plan de la formation.

La formation des statisticiens reste un des sujets les plus importants à étudier, car, si la situation s'améliore, une grave pénurie de personnel statistique n'en subsiste pas moins. Les programmes de formation en cours d'emploi et les centres internationaux de formation ont été très utiles. A noter aussi qu'un certain nombre d'universités africaines ont entrepris d'élargir leur enseignement dans le domaine des statistiques. Néanmoins, pour répondre aux besoins de renseignements statistiques en vue du développement, de nombreux statisticiens de tous les niveaux doivent encore être formés. Dans ce domaine, pour que les travaux du secrétariat donnent de bons résultats, ils doivent dans une large mesure s'appuyer sur des directives émanant des pays. L'un des points sur lesquels nous aimerions particulièrement avoir votre avis est l'organisation future des centres internationaux de formation du niveau moyen.

A l'heure actuelle, on constate des différences très nombreuses dans le degré de développement des services de statistique des divers pays. Certains en sont encore aux débuts; d'autres possèdent des bureaux de statistique déjà solidement établis. Pour ces derniers, il s'agit moins d'entreprendre de nouvelles activités que d'améliorer la qualité et la couverture des renseignements qu'ils recueillent. Ils ont atteint ce stade où ils peuvent commencer à s'attacher davantage

à réaliser un programme équilibré et complet de travaux statistiques. D'autres pays arriveront très certainement à ce stade dans un avenir assez proche. C'est pour cette raison que nous avons suggéré de consacrer un point de l'ordre du jour de la présente réunion à l'établissement des programmes. Le moment est venu de s'occuper sérieusement de la coordination des divers aspects de l'activité statistique. C'est pourquoi nous aimerions que les pays nous donnent leur avis sur le développement des travaux du secrétariat dans ce domaine.

Il me reste à souhaiter que cette réunion soit fructueuse. Je suis sûr que vos travaux apporteront une nouvelle contribution au développement des statistiques en Afrique.